

COMPTE RENDU
Les entretiens de l'info - Le traitement médiatique de l'attentat de Nice
Mardi 20 septembre 2016

Table ronde

Faits, victimes, auteurs d'attentats: Que nommer? Que montrer?

Après Nice, durant l'été, des citoyens, des politiques et des rédactions ont questionné la diffusion d'images des victimes ainsi que la façon dont les assassins ont été présentés dans les médias. Certains prônent le silence, l'absence d'image, tandis que d'autres insistent sur la valeur informative.

Animation Patrick Eveno – Discutante Sophie Jehel, maîtresse de conférences à l'université Paris 8, avec Marie-Laure Augry, médiatrice des rédactions de France 3 (France Télévisions), Fethi Benslama, psychanalyste, professeur à l'université Paris 7, François Ernenwein, rédacteur en chef à La Croix, François Jost, professeur à l'université Paris 3, Juliette Méadel, secrétaire d'Etat chargée de l'aide aux victimes, Gêrôme Truc, sociologue, chargé de recherches au CNRS

Marie-Laure Augry, médiatrice des rédactions de France 3 (France Télévisions) :

Sur le débat de l'anonymisation des terroristes : les téléspectateurs expriment le besoin de savoir qui sont les terroristes mais la demande de « mort médiatique » est forte. Ils ont conscience des difficultés pour trouver la juste mesure entre distance et indécence. Courriel adressé à une chaîne de télévision : « masquer les identités des terroristes revient à leur enlever un peu d'humanité »

Gêrôme Truc, sociologue, chargé de recherches au CNRS :

Souligne l'ambivalence de la monstration des morts par les médias lors des attentas. En septembre 2001, le public a reproché aux médias de ne pas montrer les morts. En 2004, (El Pais équivalent du Monde) la presse espagnole a diffusé des images très violentes des victimes des attentats islamistes de la gare d'Atocha parce que depuis plusieurs années elle avait décidé de ne pas cacher au public ce qu'était la réalité des attentats de l'ETA qui frappaient alors l'Espagne.

Le lendemain du 13 novembre 2015, beaucoup de photographes de Libé, qui vivent près du Bataclan, n'ont pas pris de photos / pas pu prendre de photo => trop forte proximité. Cet été, le 14 juillet, dérapage, sidération, incompréhension, notamment de France 2.

La question de la monstration des victimes et des terroristes doit être débattue collectivement au sein de chaque rédaction.

Il est essentiel également de s'interroger sur les conséquences de la publication sur les personnes représentées. Pour certains ce doit être la clef (« la liberté de la presse s'arrête au droit des victimes »). Pour d'autres il faut tout montrer en s'obligeant à une certaine distance.

François Jost, professeur à l'université Paris 3

La question ne doit pas être de montrer ou ne pas montrer mais d'initier une réflexion de fond sur la déontologie et l'éthique.

Il y a 3 partenaires dans une photo : celui qui la prend, celui qui la regarde et celui qui la subit.

C'est ce 3ème partenaire qu'il faut considérer, pour remettre l'éthique au centre du débat.

L'information => ce qui apporte du nouveau

L'émotion => ce qui est ajouté sur l'information

Par exemple :

Un accident de téléphérique

La photo qui montre le téléphérique de loin nous informe

La photo qui montre le téléphérique de près avec les morts et les blessés nous émeut

Nécessité d'un cadre juridique formaliser ces règles de distinction entre information et émotion

Juliette Méadel, secrétaire d'Etat chargée de l'aide aux victimes

Arrive avec des questions, pas de réponses.

Comment respecter la dignité des morts et la liberté de la presse ? Comment éviter l'héroïsation des terroristes et répondre au droit à l'information ?

La solution doit venir des journalistes et des rédactions.

Des chaînes de télévision (TF1, France 2, BFM) après réflexion ont décidé de ne plus passer que des photos d'identité des auteurs d'attentats, de ne pas les mettre en titre, en fond d'image derrière un présentateur ou dans un habillage ou une bande promotion.

Il faut s'en remettre aux directeurs des rédactions pour qu'ils appliquent la déontologie

François Ernenwein, rédacteur en chef à La Croix

Insiste sur le poids des mots, par exemple, au sein de leur rédaction ils n'utilisent pas le verbe « Abattre » (jamais de « le terroriste a été abattu ») puisque ce verbe se réfère au fait de tuer un animal.

Pour les terroristes, ils donnent le prénom et le nom avec une initiale, ne forcent pas sur les photos. Leur lectorat n'exprime pas pour autant le sentiment de sous information.

Refus de l'hystérisation de l'info.

Souligne la dichotomie de certaines rédactions bimédia : très clean sur le papier, très trash sur le web

Parle de l'usage politique de la pudeur, parfois elle s'impose, parfois non.

Relève qu'on ne montre pas les corps dans les massacres à l'extérieur de l'Europe comme ceux de l'Occident = les régimes de monstration sont différents. La pudeur s'impose avec la proximité

Parfois les médias s'autorégulent sans convention officielle. La « censure » ne doit pas être organisée, mais il doit y avoir un consensus pour ne pas en rajouter.

Fethi Benslama, psychanalyste, professeur à l'université Paris 7

Les 2/3 des djihadistes ont entre 15 et 25 ans, ce qui est une période transition juvénile.

La radicalisation touche les jeunes avant tout.

Un successeur de Ben Laden a déclaré que le djihad médiatique c'est la moitié du combat.

La production médiatique de Daesh rend le Djihad accessible au plus grand nombre /
Djihadisme pour tous

Cette volonté d'être vu et reconnu, la jouissance de devenir quelqu'un quand on a été rien, est fondamentale pour les jeunes dans le processus de radicalisation. Cette quête agit comme une épidémie.

Cela produit une religiosité extériorisée car la dimension de la reconnaissance importe de plus en plus

Le fait de laisser sa carte d'identité (dernier en date saint étienne du rouvray) => comme une signature

Ces jeunes sont dans un état pathologique qui va de l'errance à la psychose

La scène culte de cinéma pour ces jeunes (qui revient souvent dans les entretiens) est celle de Scarface quand Toni Montana se fait tuer : l'esthétisation de sa propre mort donne le sentiment de la puissance d'être

Selon lui l'anonymisation ne change pas grand chose

Plus on interdira les images, plus il y aura de transgressions

Pose la question problématique du terme « Déradicalisation » qui se rapproche pour lui de « Dératisation » : terme absurde, comme si la radicalisation était un acte pulsionnel.

Que signifie dé-radicaliser ? Cela implique un travail sur le temps long...

Le langage des médias a une portée significative sur les plus vulnérables.

Chargé de programme CSA

Le CSA intervient après la diffusion, ce n'est pas un censeur : il agit à posteriori.

2 exemples d'intervention :

- diffusion de l'assassinat d'un policier, on voit le policier qui supplie de ne pas le tuer, en détresse totale. : séquence contraire à la dignité humaine
- Attentat de Nice

Le CSA n'est pas concerné pas les réseaux, ce n'est pas son champ d'intervention.

Sophie Jehel, maîtresse de conférences à l'université Paris 8

Va bientôt publier un rapport sur la relation des adolescents aux images violentes.

Conclusion => tous les adolescents, qu'ils soient scolarisés dans les meilleurs lycées parisiens ou dans les quartiers populaires, sont fragiles face aux images violentes. Ils rencontrent tous de grandes difficultés à mettre à distance la charge émotionnelle que recouvrent ces images.

Patrick Eveno, animateur de la table ronde

On veut parfois savoir sans voir

On veut parfois voir pour savoir

Débat complexité

Pierre Ganz, vice-président de l'Observatoire de la Déontologie de l'Information,

Conclusion

Invite à revenir aux fondamentaux du journalisme.

Quelles sont les bonnes pratiques ?

- ✓ **Enquêter** => aller sur le terrain, être au plus prêt de l'évènement, identifier les sources, recouper, rechercher le contradictoire
- ✓ **Garder son sang froid** => en cas d'attentats, envoyer des journalistes aguerris, expérimentés, permet de limiter les erreurs
- ✓ **Ne pas se laisser emporter par les obsessions du moment** => résister à l'urgence, au buzz, nécessité de prendre du recul en toute circonstance

Savoir utiliser les réseaux sociaux

- Les réseaux sociaux sont les premiers sur l'info. Le journaliste n'est plus la personne qui annonce un fait mais celle qui le confirme : toujours revenir au tweet originel, le témoin primaire. Les réseaux sociaux peuvent être des outils d'enquêtes (ils ont permis par exemple à Nice Matin de retrouver des témoins ou des acteurs du drame du 14 juillet, le scootériste qui a tenté seul d'arrêter le camion)
- Les réseaux sociaux permettent de mesurer l'émotion du public. Le public ne peut néanmoins se réduire aux usagers des réseaux sociaux. Le journaliste doit se protéger de l'émotion qui s'exprime sur les réseaux.
- Les réseaux sociaux sont un espace d'orchestration du discours politique : ils relancent de fausses informations mais recadrent également. Les réseaux permettant parfois de démentir immédiatement des rumeurs. Les journalistes doivent toujours contextualiser. Les médias traditionnels conservent une crédibilité et une légitimité pour confirmer, trier, hiérarchiser les informations.

L'analyse fine de l'origine de tweets démontre que les phénomènes d'orchestration des commentaires et de manipulation par certains groupes politiques sont courants.

Une procédure attentat dans chaque rédaction

Il faut se préparer à couvrir les attentats. La TSR a formé ses journalistes pour qu'ils soient prêts.

Cette procédure permet de répartir à l'avance les rôles et notamment les chaînes hiérarchiques de contrôle (par exemple on ne diffuse pas une information policière qui n'est pas validée par les spécialistes police-justice), prévoir de mettre les réseaux sociaux « en configuration d'urgence », bloquer les programmes automatiques qui insèrent des posts sur des informations décalées et légères.

Il faut également prévoir d'aider les journalistes de terrain et de desk contre l'usure physique et psychologique de ces journées de tension extrême.

Comment refléter la réalité et montrer l'importance de l'horreur ?

Comme déshéroïser les terroristes ?

=> Un magistrat présent dans le public a plaidé pour « une éthique de l'auto limitation, que nous partageons tous en démocratie, pour faire reculer le terrorisme »

Nécessité d'organiser plus d'échanges entre journalistes, médias et public.

Pierre Ganz, vice-président de l'Observatoire de la Déontologie de l'Information : « Si journalistes et médias ne s'occupent pas de leur déontologie, d'autres le feront. »